

Questions orales

[Français]

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications): Monsieur le président, la grève, qui avait été annoncée pour une période de 24 heures, continue, et on a l'impression qu'elle continuera pendant une période illimitée. Je fais l'essentiel, par mes consultations avec le président de la *Télélobe*, pour que les négociations reprennent. Il est extrêmement regrettable que ces négociations, à l'approche de la tenue des Jeux olympiques, doivent se faire sous pression. C'est toujours extrêmement difficile de négocier une solution dans ces conditions. De toute manière, je peux rassurer l'honorable député en lui disant que des dispositions sont prises pour assurer les services essentiels pour la retransmission des Jeux olympiques en Europe. Les services essentiels seront assurés. En ce moment, on a pris des dispositions extrêmement rigoureuses contre toute tentative de sabotage d'équipement, l'effort principal toutefois est fait du côté de la reprise des négociations.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION DES RIVES DU SAINT-LAURENT—ON DEMANDE DE CORRIGER LA SITUATION

M. Jacques Lavoie (Hochelaga): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre suppléant de l'Environnement.

L'honorable ministre peut-il dire à la Chambre s'il est au courant des plaintes récentes des riverains du fleuve Saint-Laurent, à la hauteur de Pointe-aux-Trembles, au sujet d'une recrudescence de la pollution par le pétrole? Dans l'affirmative, quelles mesures entend-il prendre pour corriger la situation? De plus, l'honorable ministre a-t-il eu ou se propose-t-il d'avoir des entretiens avec les autorités compétentes du Québec dans le but d'exercer une surveillance permanente et plus efficace afin de protéger l'environnement dans cette partie du fleuve Saint-Laurent, adjacente à l'agglomération métropolitaine de Montréal?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre suppléant de l'Environnement): Monsieur le président, je dois avouer que j'ai essayé de lire la plupart des dossiers, mais que je n'ai pas encore pu prendre connaissance de celui-là. Je le ferai et je tenterai de répondre à l'honorable député dès demain.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHERIES

LE MOTIF DE L'ABSENCE DE PATROUILLEURS DU MINISTÈRE DES PÊCHERIES SUR LA CÔTE OUEST

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêcheries)): Monsieur l'Orateur, puisque j'ai la parole, puis-je en profiter pour donner un supplément de renseignements au député de Victoria sur la surveillance au large du Pacifique. J'ai dit hier que le *Tanu*, un de nos navires modernes, était en radoub. C'est inexact, il subit une réparation de moteur. Le *Laurier* est également en cale sèche. Nous utili-

[M. Nowlan.]

sons d'autres bâtiments pour la surveillance, et la Défense nationale nous aide également. En fait, il y aura cette année 495 journées de surveillance des pêcheries en mer contre 180 en 1975, grâce à l'excellente collaboration qui existe entre la Défense nationale et le ministère des Transports.

* * *

LES FINANCES

L'EFFICACITÉ DE LA PUBLICITÉ FÉDÉRALE—LES EFFORTS D'APPRÉCIATION DU GOUVERNEMENT

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur l'Orateur, je destinai ma question au président du Conseil du Trésor mais en son absence, je pense que le ministre des Finances pourrait fort bien s'en charger.

M. Hees: Vous ne connaissez pas Donald.

M. Halliday: Je vais quand même essayer. Maintenant que l'administration fédérale a été classée au second rang en fait de dépenses des annonceurs canadiens en 1975, pour la location d'espace et de temps d'antenne, selon des chiffres publiés récemment par Elliott Research, de Toronto, le ministre peut-il nous dire si des crédits ont été réservés pour confier à des chercheurs indépendants un contrôle de rendement de cette publicité fédérale, qui a coûté 11 millions de dollars en 1975?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cette question appelle une réponse de caractère statistique qui sort du cadre des renseignements que je puis donner aujourd'hui. Mais je me ferai un plaisir de fouiller et de répondre par écrit au député.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

LA PROPOSITION VISANT LE TRANSFERT AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION

M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Étudie-t-on sérieusement une proposition visant à retirer à la Commission canadienne du blé ses pouvoirs d'octroi de permis d'importation pour les grains relevant de sa compétence et de les rattacher à la direction des licences d'importation de l'Industrie et du Commerce?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'idée générale de confier le contrôle des importations au ministère de l'Industrie et du Commerce faisait partie de la politique générale des grains de provende que nous avons annoncée en 1973 et en 1974 et que nous avons réitérée depuis, et nous avons encore l'intention de le faire dès que ce sera possible. Nous n'y voyons ni un changement important ni une question urgente parce qu'à toute fin pratique les licences sont octroyées comme si c'était ce ministère qui s'occupait de la question. Toutefois, il semble préférable que ce soit un organisme qui semble impartial qui accorde les licences.